



## **CAP Nationale des Adjointes Administratives des administrations de l'Etat des 18 et 19 avril 2012**

### **DECLARATION INTERSYNDICALE CGT FO CFDT**

#### ***A) Rappel du contexte dans lequel se tient cette CAP***

Depuis la **pré-CAP** du 14 mars 2012, les adjointes administratives du MEDDTL sont en colère :

- avancements de grades : ratios inférieurs à ceux de 2009, 2010 et 2011 avec diminution reconduite sur 3 ans pour les promotions à AAP2 et à AAP1. Pour le passage au grade d' AA1 : taux identique et sans augmentation pendant 3 ans (seulement 4 promotions par an).
- accès contingenté au 8<sup>ème</sup> échelon pour les AAP1, avec « un taux recommandé de 60% », une nouvelle fois non validé, au mépris des adjointes administratives et du travail des CAP locales.

Elu-e-s CGT, FO et CFDT, nous avons décidé de boycotter la **CAP des 3 et 4 avril** pour signifier à l'Administration le profond mécontentement des adjointes et des élu-e-s aux CAP locales. En signe de protestation, certaines CAP locales ont également été boycottées ou vont l'être.

Le flottement de l'Administration sur le calcul des avancements à AAP2 nous interroge sur le sérieux du traitement du dossier des C administratives et nous renforce dans l'idée que ces derniers sont considérés comme de simples variables d'ajustement budgétaire. Notre ministère ne propose pas de déroulement de carrière décent pour ses agents.

Nous constatons que les manifestations de mécontentement des agents de toutes catégories s'amplifient depuis ces derniers mois. Il faudrait que l'Administration modifie son comportement vis à vis d'une part, des agents et d'autre part, de leurs représentants en les consultant en amont et pas comme toujours sur des projets déjà ficelés.

La rénovation du dialogue social tant prônée par notre ministère reste au stade des intentions..

L'**entretien du 3 avril avec M. Davies**, adjoint de Mme Eyssartier - directrice des ressources humaines - n'a pas apporté d'éléments nouveaux, à l'exception d'une promesse d'un travail en commun sur le corps des adjointes administratives (réclamé depuis juin 2011). Ce dernier nous a laissé entrevoir la possibilité d'un ré-examen des ratios 2013 ... La campagne des « promotions » 2013 va démarrer sous peu, ce qui suppose une très grande réactivité de notre ministère...

La **pétition intersyndicale** pour exiger l'augmentation des ratios promus/promouvables a déjà été signée par plus de 4 000 agents, malgré la période actuelle de congés.

► **Nous réitérons notre demande de rendez-vous avec Madame Eyssartier (à défaut, nous interpellons directement le ministre). Les 11000 adjointes administratives ne comprendraient pas une fin de non-recevoir de la DRH.**

#### ***B) Nos revendications***

- 1) Nous exigeons une **liste complémentaire de postes de « promotions » pour 2012** qui soit traitée à la CAP de décembre 2012 ;
- 2) Nous réclamons un véritable examen, par cette CAP, des listes de propositions d'avancements de grades prenant en compte le travail réalisé par les CAP locales avec les taux antérieurs.

- 3) Nous exigeons que les dossiers non évoqués en pré-CAP, compte-tenu de la volonté affichée de l'Administration de changer les méthodes de travail, soient étudiés en CAP. Les élu-e-s réaffirment que la pré-CAP n'est pas la CAP et exigent que celle-ci se déroule comme précédemment.  
**Les élu-e-s ne demandent pas simplement d'être écouté-e-s mais entendu-e-s et respecté-e-s.**
- 4) Nous revendiquons le versement intégral de la dernière tranche du plan triennal de rattrapage avec le MAAPRAT, **sans contre-partie.**  
En l'absence du moindre texte interministériel portant sur la PFR, notre ministère n'a pas à faire preuve d'un zèle excessif sur le sujet.  
Les organisations syndicales vous rappellent unanimement leur **rejet de la mise en place de la PFR.**
- 5) Le 16 février 2012, lors de la réunion relative aux mesures catégorielles 2012, l'Administration a annoncé la budgétisation de **620 000 € pour le 8<sup>ème</sup> échelon.** Nous exigeons que cette somme soit intégralement dépensée.  
**Nous rappelons notre revendication du passage automatique au 8<sup>ème</sup> échelon comme tout échelon statutaire.**

Nous constatons que l'**absence de recrutements** et l'**absence de débouchés à la catégorie B provoquent un bouchon** et engendrent une **pyramide inversée.** Ce pyramidage n'interdit aucunement des ratios significatifs permettant un véritable déroulement de carrière des adjoints administratifs dans leur corps.

Nous revendiquons un véritable accès à la catégorie B reconnaissant les missions des adjoints (les 180 promotions promises en 2013 pour les 11 000 agents du corps ne sont pas à la hauteur de l'enjeu) et un **recrutement sur concours à l'échelle 4.**

Nous vous renverrons tous les adjoints administratifs qui nous contacteront afin de leur expliquer que la baisse des taux est nécessaire pour le bien du corps et que ce n'est pas grave s'ils ne sont pas promus.

Les adjoints administratifs avec leurs représentants CGT, FO et CFDT, poursuivront la mobilisation jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

***Les élu-e-s sont prêt-e-s à faire sauter le bouchon ! Quid de l'Administration ?***

Les élu-e-s CGT, FO et CFDT à la CAP Nationale des Adjoints Administratifs